

**Zeitschrift:** Schutz und Wehr : Zeitschrift der Gesamtverteidigung = revue pour les problèmes relatifs à la défense intégrale = rivista della difesa integrale

**Herausgeber:** Schweizerische Luftschutz-Offiziersgesellschaft; Schweizerische Gesellschaft der Offiziere des Territorialdienstes

**Band:** 32 (1966)

**Heft:** 7-8

**Artikel:** Lu dans la presse

**Autor:** [s.n.]

**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-364232>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 22.01.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

## Protection civile et Croix-Rouge

Par Hans Haug, Dr en droit, secrétaire général de la Croix-Rouge Suisse

*(In der Jubiläumsnummer der Zeitschrift des Schweizerischen Roten Kreuzes nimmt dessen Generalsekretär, PD Dr. Hans Haug (Bern), Stellung zu den neuen Aufgaben, die dem Roten Kreuz in Zusammenarbeit mit dem neu geschaffenen Zivilschutz erwachsen. In Friedenszeiten hat das Schweizerische Rote Kreuz an der Information der Bevölkerung über die drohenden Gefahren und über die Schutzmöglichkeiten mitzuwirken, die Ausbildung des Rotkreuzpersonals für den Sanitätsdienst des Zivilschutzes und der zivilen Spitäler zu übernehmen und Sanitätsmaterial bereitzustellen. Im Falle eines Aktivdienstes fällt dem Roten Kreuz die Aufgabe zu, den Transport der Verwundeten und Kranken, die Kranken- und Verwundetenpflege und den Blutspendedienst als zusätzliche Massnahme des Sanitätsfelddienstes in die Wege zu leiten, und zwar in Zusammenarbeit mit Armee, Zivilschutz und Zivilspitalern. In dieser Aufgabenstellung liegt eine grosse Erweiterung der bisherigen Anstrengung in personeller, materieller und ausbildungsmässiger Hinsicht. Die eigentliche Samariterausbildung liegt in den Händen des Schweizerischen Samariterbundes. Zur Erreichung des gesteckten neuen Zieles benötigt das Schweizerische Rote Kreuz 10 bis 20 Jahre.)*

Une ligne directrice allant des secours sanitaires volontaires, des soins aux malades, du service de la transfusion de sang et de l'œuvre samaritaine conduit à une nouvelle tâche d'envergure de la CRS: **la participation aux mesures prises par les Autorités en vue d'assurer protection et aide à la population civile en cas de guerre.** Cette nouvelle tâche est née du danger croissant que la guerre moderne présente pour la population civile. Elle découle aussi de la tâche première de la Croix-Rouge: l'assistance aux victimes de la guerre. Ces mesures trouvent une base dans le droit international public depuis que la **Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre** est entrée en vigueur.

Avant que la Croix-Rouge Suisse ne puisse introduire cette nouvelle tâche dans ses statuts et la mettre en exécution sur le plan pratique, il fallait que la protection de la population civile en temps de guerre soit reconnue comme tâche nationale et partie de la défense du pays par le droit fédéral. En 1959, le peuple et les Etats acceptèrent l'introduction d'un **article constitutionnel concernant la protection civile. La loi fédérale sur la protection civile** entra en vigueur en 1963; en 1964, elle fut suivie du décret de la **loi fédérale sur les constructions de protection civile.**

En 1963, la Croix-Rouge Suisse procéda à une révision totale de ses statuts de 1949 dans le but principal d'y faire figurer la protection et l'aide à la population victime de la guerre au nombre de ses tâches du temps de paix et en cas de service actif de l'armée. Selon la définition adoptée et approuvée par le Conseil fédéral, la CRS doit assumer en temps de paix «la collaboration à l'information de la population sur les dangers qu'elle peut courir et les moyens de protection; l'instruction du personnel qu'elle tient à la disposition notamment du service sanitaire de la

protection civile et des hôpitaux civils; la mise à disposition de matériel». En cas de service actif de l'armée, la CRS assure le transport de blessés et de malades, les soins aux blessés et malades, le service de transfusion de sang, à titre de mesures complétant celles du service sanitaire de l'armée et en collaboration avec la protection civile et les hôpitaux civils. C'est dire que les tâches incombant à la CRS dans le domaine sanitaire dépassent le domaine de l'armée pour s'étendre à la population civile; elles seront complètes dans le sens de service sanitaire total exigé par la guerre moderne.

Cette tâche d'envergure ne peut être simplement résolue par la mise à disposition du service sanitaire de l'armée, d'une part, et de la protection civile et des hôpitaux civils, de l'autre, des réserves en personnel et en matériel d'ores et déjà constituées. Sa réalisation exige au contraire un accroissement sensible des moyens disponibles, c'est-à-dire davantage de personnel, davantage de matériel, davantage de produits sanguins aussi. Seul un plus grand déploiement de forces permettra de fournir à l'armée et à la protection civile l'aide qu'elles sont en droit d'attendre de la Croix-Rouge.

Jusqu'ici, la CRS n'a fourni encore qu'une petite part des efforts accrus qu'elle doit consentir en vue de contribuer à la protection de la population civile en temps de guerre. L'accent principal de l'activité à déployer dans ce domaine reposera sur la formation de personnel soignant auxiliaire et le service de la transfusion de sang. La tâche importante que représente l'instruction de nombreux secouristes et Samaritains incombe à l'Alliance suisse des Samaritains. La réalisation de ces buts demandera 10 à 20 ans.

(Extrait de «La Croix-Rouge Suisse», juillet 1966.)

## Lu dans la presse

«La défense intégrale du pays exige que les quatre tenants de la défense, soit l'armée, la protection civile, l'économie de guerre et la défense psychologique coordonnent leurs efforts afin que les possibilités et

les ressources disponibles n'aboutissent pas à des solutions unilatérales et à des cloisonnements, mais débouchent au contraire, sur des actions concertées. Or, une telle coopération d'instances militaires et civiles

les plus diverses ne sauraient être improvisées au dernier moment — il faut que cette collaboration soit organisée et exercée dès le temps de paix. Or, si le service territorial en sa qualité de «pont» entre l'armée et les autorités civiles, et avec la protection civile et l'économie de guerre, a préparé un plan, basé sur une doctrine plausible et réfléchi de l'effort intégral du pays, en revanche, ces idées ont mille peines à conduire à des solutions pratiques et positives. En effet, sur aucun des plans fédéraux, cantonaux ou municipaux (sans parler des régions du pays) il n'existe une instance de confrontation et de discussion: Nous n'avons pas encore créé chez nous des «communautés de défense» où les autorités civiles et militaires, la protection civile et la défense psychologique, pussent se rencontrer régulièrement et discuter en commun

à la fois des problèmes et des solutions ou alternatives de solutions à apporter.

Or, la situation internationale ne montre aucun allègement, au contraire. Certains préparatifs sont faits ou sont en cours chez nous, mais il manque l'indispensable coordination des différents «partenaires». Il serait urgent pourtant que les autorités civiles et l'économie pussent s'entendre avec les instances militaires sur une foule de problèmes de répartition et de soutien mutuel. Il serait temps que l'initiative fût prise afin que l'indispensable confrontation des vues — sur le plan de la politique et sur celui des multiples problèmes de la défense commune — soit réalisée.»

(Extrait de «l'Ordre professionnel», Genève)

## **SLOG** Schweizerische Luftschutz-Offiziersgesellschaft

### **Gemeinsame Führungsgrundlage für Zivilschutz und Luftschutztruppen**

#### **Das Reglement «Einsatz und Führung der Luftschutztruppen»**

-ch. Nach über dreijährigen Vorbereitungsarbeiten und nach Beratungen der Landesverteidigungskommission im vergangenen Frühjahr ist das Reglement 62.11 «Einsatz und Führung der Luftschutztruppen» von den zuständigen Instanzen genehmigt und unterschrieben worden. Es wird im Verlaufe des Herbstes im Druck erscheinen und den Kommandanten der Luftschutztruppen sowie den übrigen interessierten Stellen zugestellt werden. Der erste Teil des Reglementes, unter dem Titel «Zivilschutz und Luftschutztruppen», ist gemeinsam von den Vorstehern des Eidgenössischen Justiz- und Polizeidepartements und des Eidgenössischen Militärdepartements unterschrieben. Es ist sowohl für den Zivilschutz wie auch für die Luftschutztruppen gültig und dient beiden als gemeinsame Grundlage für die Einsatzplanung und für die taktische Führung. Es ist die erste Dienstvorschrift, welche einen konkreten, abgegrenzten Bereich kombinierter ziviler und militärischer Massnahmen der Landesverteidigung regelt.

Den Truppenkommandanten stand seit einem Jahr die provisorische, redaktionell noch unfertige Ausgabe dieser Dienstvorschrift zur Verfügung. Die nun genehmigte definitive Fassung bringt gewisse Modifikationen, ohne jedoch die Grundsätze zu verändern, welche in der Ausbildung der Offiziere und der Zivilschutzkader in den letzten Jahren vermittelt worden sind. Die wichtigsten Neuerungen betreffen die Verwendung der mobilen Luftschutzbataillone, die Massnahmen im Falle von nuklearen Schadenwirkungen und die Frage der vorsorglichen Zuweisung von Einsatzräumen an die örtlichen Luftschutztruppen. Selbst-

verständlich ist die definitive Fassung der Dienstvorschrift mit den Abbildungen versehen, welche im Provisorium nur vermerkt waren. Vor fünfzehn Jahren als Reserve des Armeekommandos aufgestellt, sind die mobilen Luftschutzbataillone nun eindeutig als Reserven für die Räume der Feldarmee korps bestimmt, eine logische Folge der Truppenordnung 61, welche den Korps eine grössere Autonomie gebracht hat. Die damals vollzogene Eingliederung der mobilen Luftschutzbataillone in die Territorialbrigaden bleibt bestehen, die Kompetenz zu ihrer Verwendung, der einzigen und deshalb um so wichtigeren Reserve der militärischen Hilfe an den Zivilschutz (abgesehen von Truppen, die primär eine andere Aufgabe besitzen), liegt jedoch beim Armeekorps. Die Delegation dieser Kompetenz bleibt je nach Lage vorbehalten. Gegenüber der provisorischen Ausgabe vom 1. Mai 1965 haben die taktischen Grundsätze für den Einsatz nach nuklearen Angriffen eine klarere Fassung erhalten, unter voller Berücksichtigung des Umstandes, dass nach derartigen Katastrophen nur die straffste Zusammenfassung der verfügbaren Mittel noch Rettungserfolge verspricht. Die Unterteilung des Wirkungsbereiches nuklearer Waffen in vier Zonen ist nach dem amerikanischen Verfahren übernommen worden; sie wird den Schadenlagen in Siedlungen besser gerecht als die in den bisherigen, vor allem für die Bedürfnisse der Feldarmee geschaffenen Unterlagen verwendete Aufteilung nach Rw 1 und Rw 2. Bei der vorsorglichen Zuweisung von Einsatzräumen und damit bei der Einsatzplanung der örtlichen Luftschutzbataillone und der selbständigen Luftschutzkompanien verlangt die neue Dienstvorschrift eine grössere